

Unité Interdépartementale Anjou-Maine
rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 SAINT BARTHÉLÉMY D'ANJOU

Saint Barthélémy d'Anjou, le 1er octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

APROCHIM SA

ZI La Promenade
BP 13

53290 Grez-En-Bouère

Références : EC-2024-322-INSP-APROCHIM-Grez en Bouère-RAP

Code AIOT : 0006301051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement APROCHIM SA implanté ZI La Promenade BP 13 53290 Grez-en-Bouère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été effectuée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a porté sur une action nationale relative à la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APROCHIM SA
- ZI La Promenade BP 13 53290 Grez-en-Bouère
- Code AIOT : 0006301051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aprochim exploite des installations de traitement de déchets (matériels et matériaux) contaminés aux PCB. L'effectif actuel est de 19 salariés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 30/06/2006 modifié et complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- APC du 28/07/2014;

- APC du 27/10/2017;

- APC du 15/11/2019

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets, RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Rupture de traçabilité	AP Complémentaire du 28/07/2014, article titre 13	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets et des dispositions pour la traçabilité interne au site notamment des transformateurs sont mises en place. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage des bordereaux de suivi de déchets et la cohérence avec les fiches préalables, le certificat d'acceptation préalable des déchets, les analyses ainsi que les fiches d'intervention et les étiquetages.

Des éléments complémentaires justificatifs sont à transmettre pour lever certaines incohérences relevées ou expliciter certaines données issues des fiches générées par Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

À partir des fiches d'inspection générées par l'application Trackdéchets, les constats suivants peuvent être faits :

- l'utilisation de Trackdéchets sur 2023 et 2024 ainsi que la mise en place du suivi des bordereaux de suivi de déchets dématérialisés est effectué par l'établissement APROCHIM. Ces points ont également été constatés lors de la visite d'inspection sur le site ;
- une quantité à 4 492,81 tonnes entrantes de déchets dangereux sur 2023. Cette quantité est cohérente avec les données de GERE 2023 aux arrondies près (4 494,22 tonnes);
- les quantités de déchets sortants sont supérieures dans GERE 2023 par rapport aux données de Trackdéchets. Ces valeurs étant difficiles à comparer ;
- l'émission de 5 bordereaux de suivi de déchets amiantés en 2023 avec une quantité supérieure (0,04 t) à la quantité entrante (0,01 t).

Par ailleurs, il a été vérifié par sondage des bordereaux de suivi de déchets pour des transformateurs et/ou condensateur pris en charge sur le site :

BSD-20240822-M64A55KPJ (condensateur)

BSD-20240822-FQW2PBKJM (transformateur, N° plaque 12 327 001)

BSD20240822-MCHHAZDM5 (transformateur, N° plaque 9383)

Les transformateurs étant pris en charge différemment selon le taux de PCB/PCT, des analyses sont effectuées sur site (vu un exemple d'analyse faite par Transfolab n°79 396 le 02/05/2024). À titre d'exemple, il a été vu les documents suivants en lien avec les bordereaux de suivi de déchets :

- fiche d'identification préalable signée par HELISA le 06/08/2024 (producteur du déchet) et le 13/08/2024 par Aprochim (installation de traitement du déchet) ;
- Certificat d'Acceptation Préalable N° S301-C486692L005493 en date du 14/08/2024 (signé par HELISA);
- fiche intervention par producteur avec le n° d'étiquette interne qui permettra la traçabilité sur site du transformateur aux différentes étapes de traitement (vu par exemple, transformateur étiqueté n°PN 6207 pompage au 04/09/2024) ;
- commande du 13/08/2024 avec prise en charge sur le site par le chauffeur et les points vérifiés par le chauffeur à l'enlèvement le 26/08/2024;
- ticket de pesée à réception (poids : 240Kg)
- certificat de destruction établi par Aprochim après traitement : n°24S301CD0860.

Il a également été vu par sondage, un BSDD (N°20240813-PJR3W3CPE) relatif à la prise en charge d'un transformateur (plaque n°6735A6, photographie) et réceptionné le 28/08/2024 avec une destruction le 30/08/2024 et dirigé vers la zone rouge. Ce transformateur ayant montré, à l'analyse, une teneur supérieure à 50ppm (94ppm), un nouveau bordereau est émis pour déchets dangereux et le précédent est annulé.

Un BSDD pour le traitement des huiles déchlorées (n° BSD-20240829-XT4K68C7X) émit par Aprochim et de terres polluées aux hydrocarbures (n°BSD-20240903-QWCWNQE05) et l'analyse associée du lot (PN5316) du 05/08/24 par Wessling ont été consultés lors de la visite par sondage.

Une remarque a porté sur l'utilisation du code R12 dans le BSDD utilisé pour certaines opérations du site sur un déchet (huile par exemple) avant transfert vers un autre prestataire extérieur en vue d'une valorisation (exemple, huiles décontaminées...) afin d'éviter des doublons de code traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- vérifier si le code R12 est toujours approprié dans les différents cas de figure utilisés;
- transmettre les BSDA (déchets amiantés) sur 2023

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

La déclaration au RNDTS se fait au niveau du groupe (au siège social). Le registre n'a pas pu être consulté sur place. Sur la fiche générée par Trackdéchets, il est indiqué que le RNDTS a été mis à jour en juillet 2024.

L'exploitant a indiqué que le registre était bien rempli via un export de trackdéchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la réalisation de cette déclaration en 2023 de façon complète par son siège social.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rupture de traçabilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2014, article titre 13
Thème(s) : Autre, rupture de traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre des activités pratiquées sur le site, dès lors que l'opération aboutit à un déchet dont la provenance n'est plus identifiable, la société APROCHIM devient producteur du déchet et est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n°1257101 au bordereau qu'il émet lors de La réexpédition de ces déchets vers une autre d'installation d'élimination.</p> <p>Cette disposition vise en particulier les déchets issus des opérations de traitement réalisées sur les transformateurs aux PCB, les condensateurs, les cellules électriques contenant du SF6,.... qui ne sont plus identifiables à l'issue des opérations pratiquées sur le site (huile, papier, métaux..)</p> <p>Pour les déchets relevant des dispositions qui précèdent, l'exploitant tient, chaque année, à la disposition des autorités compétentes un bilan global des matières entrantes et sortantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé au vu des activités du site à une rupture de traçabilité. Lors de l'inspection, il a été demandé le bilan matière et l'état des stocks des déchets présents sur site.</p> <p>Il a été vu le tableau de suivi au 04/09/2024. Les quantités entreposées sont en deçà des quantités autorisées. À titre d'exemple, pour les terres : 46t pour les terres non polluées aux PCB et 6t pour les terres polluées aux PCB.</p> <p>Par ailleurs, à partir de la fiche générée par Trackdéchets, il est indiqué par la quantité de déchets dangereux sur site au 04/09/2024 est de 2 922,9 t de déchets dangereux au jour de la visite.</p> <p>L'inspection constate, également, que la quantité de terres, cailloux contenant des substances dangereuses (17 03 03*) entrante est supérieure à celle sortante qui correspond à un entreposage sur site de 65t environ (<100t quantité autorisée).</p> <p>Ces états des stocks établis à partir des bordereaux de suivi de déchets dangereux et générés par Trackdéchets ne tiennent pas compte des états de stocks résiduels de l'année précédente.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan matière des équipements, huiles et terres souillées avec contaminations de PCB au 04/09/2024.</p> <p>Cet état est à comparer aux quantités autorisées. Il est également demandé à l'exploitant de vérifier par son bilan matière, la cohérence des quantités sortantes entre Trackdéchets et Gerep sur l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours